



***Séminaire régional « Utilité et professionnalisation du français »
(27 - 28 octobre 2011)
Sofia***

Compte rendu

Dans le souci de répondre aux nouvelles réalités socio-économiques imposant de nouveaux défis devant l'enseignement du et en français langue étrangère, le Centre régional francophone pour l'Europe Centrale et Orientale (CREFECO) en partenariat avec l'Université de Sofia « St. Clément d'Ohrid », la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'Agence universitaire de la Francophonie et la Mairie de Sofia a organisé le séminaire régional « Utilité et professionnalisation du français » qui s'est tenu du 27 au 28 octobre 2011 à Sofia. Ce séminaire s'inscrit dans la continuité du colloque « Le Français de demain : enjeux éducatifs et professionnels », organisé par le Centre et ses partenaires du 28 au 30 octobre 2010 à Sofia. Le séminaire a réuni 33 participants des états membres du CREFECO (Albanie, Arménie, Bulgarie, ERY de Macédoine, Moldavie, Roumanie) : professeurs dans des cursus professionnalisants (filiales francophones, départements de français, lycées professionnels), représentants d'entreprises francophones, étudiants francophones, responsables des programmes de mobilité pour les étudiants. A travers leurs conférences trois experts de pays francophones (Belgique, France et Suisse) ont abordé différents aspects de la thématique discutée. Un public d'enseignants, d'étudiants et de jeunes diplômés francophones a suivi les travaux du séminaire et a participé aux débats.

Programme

Jeudi, le 27 octobre 2011

Salle de conférences à l'Université de Sofia « St. Clément d'Ohrid »

- I. ***Ouverture du séminaire***
- II. ***Conférence inaugurale*** : Xavier ROEGIERS, Professeur à l'Université Catholique de Louvain, « Des curricula en langues pour une meilleure insertion professionnelle : entre utilité et utilitarisme »
- III. ***Séance 1*** : Table ronde 1 : Le français : atout sur le plan de la carrière professionnelle
- IV. ***Conférence*** de Gilles LUGRIN, PhD, Directeur adjoint, Haute école de travail social et de la santé - EESP – Lausanne, « Du french kiss à la baguette : de la langue à la culture »
- V. ***Séance 2*** : Atelier interactif : Secteur du tourisme : quelles perspectives pour les francophones ?

VI. Cocktail à la Mairie de Sofia

Vendredi, le 28 octobre 2011

Grande salle de conférences, hôtel Festa, Sofia

- I. **Séance 3** : Table ronde 2 : Le français : atout pour les études. Programme de mobilité des étudiants (Erasmus, Copernic, Tempus ou autres échanges internationaux)
- II. **Séance 4** : Atelier interactif : Le Français-langue de l'Europe : quels débouchés ?
- III. **Séance 5** : Table ronde : Stages et Insertion professionnelle des jeunes.
- IV. **Conférence de clôture**, Louis ARSAC, Rectorat de l'Académie de Caen, France, « La loi du marché : de la dimension professionnalisante du français comme levier de la francophonie ».
- V. **Synthèse des travaux. Clôture du séminaire**
- VI. **Dîner festif au restaurant de l'hôtel Festa**

Jeudi, le 27 octobre 2011

Salle de conférences à l'Université de Sofia « St. Clément d'Ohrid »

I. Ouverture du séminaire

L'ouverture du séminaire a été honorée par la présence de représentants du rectorat de l'Université de Sofia, des autorités bulgares (Ministère des affaires étrangères, Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sciences), de l'AUF et du CREFECO. A la cérémonie d'ouverture ont assisté les participants officiellement invités du séminaire ainsi qu'un public d'enseignants et d'étudiants de divers établissements scolaires et universitaires bulgares.

Des allocutions à l'occasion de l'ouverture du séminaire ont prononcé :

Prof. Anastas GUERDJIKOV, Vice-Recteur de l'Université de Sofia (Bulgarie)

SEM Hristo GUEORGUIEV, Directeur de la Direction « Europe 1 », Ministère des Affaires étrangères de Bulgarie

Prof. Dimitar VESSELINOV, Président du Conseil administratif du CREFECO (Sofia/Bulgarie)

M. Petko STAYNOV, Directeur délégué à la politique scientifique, Agence universitaire de la Francophonie (AUF), Bureau Europe Centrale et Orientale (Bucarest/Roumanie)

Mme Rennie YOTOVA, Responsable du CREFECO (Sofia/Bucarest)

Les allocutions d'ouverture ont souligné l'importance des objectifs du séminaire dans le cadre des réalités socio-économiques et politiques actuelles. Vu que parmi les priorités de l'Organisation internationale de la Francophonie l'éducation et par conséquent l'enseignement du et en français occupent une place privilégiée, les efforts d'une meilleure cohérence entre les programmes de formation francophones et les besoins du marché s'avèrent plus qu'indispensables et en même temps ouvrent de nouveaux horizons au rayonnement de la Francophonie.

L'insertion professionnelle réussie des jeunes francophones demande une rationalisation de l'action éducative en fonction des enjeux socio-économiques contemporains ainsi qu'une synergie mieux exprimée entre les systèmes éducatifs et le monde des entreprises. La

thématique du séminaire correspond entièrement à ces besoins et donne lieu à une réflexion commune sur le rôle du français comme outil de professionnalisation dans la perspective d'une meilleure employabilité.

Le séminaire régional « Utilité et professionnalisation du français » est aussi une occasion pour les six pays membres du CREFECO de faire entendre leur voix sur les enjeux relatifs à la place et l'avenir du français dans le domaine de l'économie, du travail et de l'éducation – questions qui seront au cœur des débats du Forum mondial de la langue française qui se déroulera à Québec en juillet 2012.

On a souligné la contribution considérable du CREFECO à la Francophonie par le biais des activités du Centre. Les intervenants ont félicité le CREFECO pour l'organisation de ce séminaire et pour la thématique proposée qui s'inscrit pleinement dans les objectifs de l'OIF visant le développement au niveau national et régional de stratégies de formation en adéquation avec la demande du marché du travail.

Dans son allocution la Responsable du CREFECO, Mme Rennie YOTOVA a transmis les meilleurs vœux pour le bon déroulement et le succès du séminaire des MM Soungalo OUEDRAOGO, Directeur de la Direction de l'éducation et de la formation (DEF) et David BONGARD, Chef de l'Antenne régionale de l'OIF auprès des pays d'Europe centrale et orientale (APECO).

Mme Yordanka FANDAKOVA, Maire de Sofia s'est adressée aux participants du séminaire par une lettre de félicitations dont le texte en bulgare et respectivement sa version en français a été lu devant l'assistance. Décorée fière de l'Ordre du Mérite de la République française et ayant une longue expérience en tant que pédagogue Mme FANDAKOVA a exprimé son attachement personnel à la thématique du séminaire et a souhaité un travail productif aux experts invités.

II. Conférence inaugurale : Xavier ROEGIERS, Professeur à l'Université Catholique de Louvain, « *Des curricula en langues pour une meilleure insertion professionnelle : entre utilité et utilitarisme* »

La conférence de M. ROEGIERS a abordé les différentes manières de construire un curriculum en termes de compétences, l'approche par compétence dans le cadre des systèmes éducatifs contemporains, l'organisation et le développement des curricula en langues pour une meilleure insertion professionnelle dans la perspective du « français sur objectifs spécifiques » (F.O.S.). M. ROEGIERS a présenté les cinq conceptions se rattachant au terme de compétence :

- 1) La compétence dans le sens d'une capacité méthodologique ;
- 2) La compétence dans le sens d'une capacité psychosociale ;
- 3) La compétence fondée sur l'approche par les situations-problèmes « APP » ;
- 4) La compétence comme élément d'un profil professionnel de sortie ;
- 5) La compétence comme l'intégration d'un ensemble d'acquis.

Selon les analyses effectuées, les institutions d'enseignement supérieur se préoccupent essentiellement à développer chez les étudiants des capacités méthodologiques, à lier les curricula d'études aux profils professionnels et dans une moindre mesure à l'intégration des acquis par l'étudiant. Le développement des capacités psychosociales de même que la conception « apprentissage par problèmes » sont peu présents au sein des formations universitaires.

L'organisation d'un curriculum conformément aux exigences du « français sur objectifs spécifiques » (F.O.S.) qui visent une meilleure employabilité demande à ne pas se limiter au modèle des programmes de formation qui réduisent l'apprentissage à l'appropriation par l'étudiant de structures grammaticales et lexicales immédiatement utilisables dans le domaine

concerné et par conséquent n'ont qu'une efficacité immédiate, mais prendre en vue certaines fonctions supplémentaires, garantissant l'efficacité à long terme, notamment :

- une fonction d'information et de stockage, basée sur les ressources langagières dans des métiers proches;
- une fonction de communication et de transmission permettant de communiquer les informations et de s'insérer dans les secteurs évoqués;
- une fonction heuristique qui confère à l'étudiant le statut de producteur ou de créateur dans son domaine professionnel tout en l'éloignant du statut d'un simple exécutant ;
- une fonction culturelle qui place l'étudiant dans un contexte de communication avec les partenaires étrangers qui utilisent le français

La mise en œuvre d'un curriculum en langue étrangère appliquée à un champ professionnel donné pourrait donc avoir comme point de départ les fonctions citées ci-dessus. La conception d'un tel curriculum doit se concentrer essentiellement sur l'acquisition des ressources langagières et communicatives rattachées au secteur professionnel visé, sur l'appropriation de compétences méthodologiques dans des domaines variés ce qui permettra à l'étudiant de faire du français un usage adapté à différentes situations de communication. Le curriculum doit intégrer un ensemble de valeurs socioculturelles et interculturelles liées au domaine appréhendé ce qui conditionnera la connaissance d'une culture professionnelle étrangère.

La fin de la conférence a été réservée à quelques propositions méthodologiques concrètes pour la conception d'un curriculum professionnalisant en langue étrangère fondée sur l'approche par compétences.

➤ **Discussion**

Les commentaires du public ont porté sur quelques éclaircissements terminologiques et ensuite on a discuté sur les différentes compétences et leur intégration dans les cursus universitaires. Une des questions abordée a été comment introduire une méthodologie nouvelle dans un milieu universitaire adepte des approches traditionnelles. On a réfléchi également aux différents aspects de l'approche par compétences et de l'approche par l'intégration des acquis.

III. Séance 1 : Table ronde 1 : Le français : atout sur le plan de la carrière professionnelle

Participants : **Ariola GORICA**, Responsable du Département Communication et Marketing de la Société Générale Albania (Albanie), **Lilit MARTIROSYAN**, Responsable des relations publiques/communication, Orange Arménie (Arménie), **Olivier PRADO**, PDG de Global Phonig Group, (CCI France Moldavie), **Krassimir PASKALEV**, Directeur financier et administratif de Pnevmatika Serta (Bulgarie)

Animateur : Prof. **Aleksander XHUVANI**, Directeur de l'Institut Français de Gestion de Tirana (Albanie)

A travers les témoignages des participants cette table ronde s'est proposé de dresser un tableau actuel des possibilités d'insertion professionnelle des jeunes francophones dans le monde des entreprises tout en mettant au premier plan les atouts ou les difficultés du fait d'être francophone pour se placer bien au marché du travail dans la région d'Europe centrale et orientale.

En premier lieu les intervenants se sont mis d'accord que pour connaître un développement durable et une expansion vers plusieurs marchés les entreprises doivent embrasser le multilinguisme. Ces impératifs concurrentiels peuvent être considérés comme favorables à l'employabilité des francophones mais à condition que ces derniers combinent leur maîtrise

du français avec celle de l'anglais dans la plupart des cas. Le recours à l'anglais, même pour les entreprises francophones implantées à l'étranger, est motivé par leurs stratégies d'expansion vers d'autres marchés étant donné que l'anglais jouit du statut d'une langue de travail à l'échelle mondiale.

Pourtant être francophone est évidemment un atout, une obligation même lorsqu'il s'agit de poursuivre sa carrière professionnelle dans une entreprise francophone. C'est une nécessité d'abord au niveau communicatif et socioculturel et le plus souvent une condition essentielle pour profiter des stages et des formations offerts par l'entreprise. De cette manière la maîtrise du français s'avère un facteur non seulement pour l'insertion professionnelle réussie mais aussi pour l'avancement.

Les participants ont donné de multiples exemples de leur politique de sélection et de formation des cadres, censée motiver les candidats ou les employés déjà embauchés à opter pour le français et à s'y perfectionner constamment. Pourtant les efforts des entreprises dans ce domaine révèlent de nombreuses difficultés. En premier lieu on constate un niveau du français insuffisant ou dans la majorité des cas peu adapté aux besoins spécifiques de l'entreprise. Les employeurs se trouvent dans l'obligation d'organiser leurs propres cours de formation pour familiariser le jeune personnel avec la terminologie indispensable. Cette constatation démontre encore une fois la nécessité d'améliorer les liens entre les systèmes éducatifs et le monde des affaires.

Cependant arriver à une meilleure cohérence entre les programmes de formation francophones et les besoins du marché demande un plus grand nombre d'intervenants professionnels dans les universités qui sauraient procéder à la conception de curricula appropriés ce qui n'est malheureusement pas le cas. Pour ce qui est de l'enseignement dans les lycées professionnels le problème de l'absence de référentiels en langue française spécialisés est également présent.

➤ **Discussion**

Les débats qui ont suivi la table ronde ont porté sur la motivation des jeunes d'apprendre le français et les perspectives réelles d'une insertion professionnelle grâce à la maîtrise de la langue française dans le contexte économique de la région de l'Europe centrale et orientale. On a constaté un nombre relativement faible d'entreprises francophones qui choisissent à s'implanter dans les pays de la région ce qui ne favorise certainement pas l'ambition des jeunes à étudier la langue française. De plus, les entreprises déjà installées dans la région, le plus souvent accordent au français le statut d'une seconde langue au profit de l'anglais qui est la langue de travail, donc un critère obligatoire de la sélection du personnel.

Un autre facteur démotivant est que le français est considéré comme une langue élitaine, une langue de distinction que l'on choisit plutôt par amour que par l'idée des débouchés professionnels possibles.

Lors de la discussion ont été avancées des opinions ainsi que des pistes pour accroître l'importance du français en vue d'une employabilité plus marquée pour les francophones dans les pays de la région. Pour y parvenir on a besoin des efforts conjugués des entreprises et des institutions d'enseignement à tous les niveaux. En ce sens il faut accorder une plus grande attention aux petites entreprises qui seraient plus aptes à promouvoir le français que les grands groupes. Il faut également envisager plus de formations courtes (par exemple du type BTS – Brevet de technicien supérieur) afin de répondre aux besoins concrets du marché.

De même on a discuté vivement sur l'absence assez sensible de curricula et respectivement de référentiels en français faute de collaboration intense entre le monde des affaires et les établissements d'enseignement d'un profil professionnel.

IV. Conférence de Gilles LUGRIN, PhD, Directeur adjoint, Haute école de travail social et de la santé - EESP – Lausanne, « *Du french kiss à la baguette : de la langue à la culture* »

L'objectif de cette conférence a été d'identifier les liens possibles entre l'apprentissage d'une langue et l'insertion professionnelle. La langue est considérée comme un outil de communication et par conséquent elle est un facteur de cohésion sociale et d'insertion professionnelle.

Comme premier point M. LUGRIN a abordé les divers types de traduction dans le contexte que la langue est bien un code qu'il faut pouvoir transmettre et respectivement comprendre. Il a parlé des trois modalités d'envisager la traduction – religieuse, poétique, pratique en soulignant que souvent la publicité a un discours poétique. La traduction parfaite étant impossible il faut tenir compte des niveaux contextuels et ne pas se limiter aux aspects grammaticaux et phonétiques de la langue. Dans le monde pratique c'est le sens qui intéresse plus que la forme.

A travers le modèle du télégraphe et le schéma de la co-construction du sens (Grize 1996) M. LUGRIN a illustré la thèse que pour qu'une situation d'interaction soit réussie l'énonciateur A et le co-énonciateur B doivent se soumettre au contrat de communication et avoir en commun les éléments constitutifs de la communication : finalités, représentations et pré-construits culturels.

Le contrat de communication pourrait être résumé par les affirmations suivantes :

- Le contexte présuppose un contrat, des normes de comportements verbaux;
- La langue est un code social et subjectif ;
- Les interlocuteurs ont des attentes en fonction du contexte ;
- Toute activité langagière suppose un genre de discours.

Dans la partie intitulée "Du melting pot à la salade bowl" M. LUGRIN a montré à travers des exemples amusants que l'apprentissage de la langue doit passer par l'apprentissage de la culture. Ces exemples ont illustré essentiellement des échecs de communication au niveau économique (surtout dans le domaine de la publicité) ou social.

La Suisse qui compte 4 langues nationales constitue un micro-laboratoire qui peut bien servir d'appui à la thèse que la langue n'est pas seulement un outil de communication mais aussi un porteur de culture.

Comme bilan de cette conférence on peut formuler la conclusion que pour être utile à l'insertion professionnelle l'apprentissage d'une langue devrait passer par l'apprentissage :

- des codes linguistiques ;
- des genres (e-mail, repas d'affaires etc.) ;
- des codes de politesse ;
- des codes non-linguistiques
- de(s) culture(s)

➤ **Discussion**

La conférence a suscité une discussion animée aux cours de laquelle on a réfléchi sur plusieurs questions. On a parlé de l'évolution de la langue française en comparaison de l'anglais s'arrêtant à la constatation que la qualité du français est de bon niveau tandis qu'on observe de manière générale une chute du niveau de l'anglais. Les participants du séminaire ont posé de nombreuses questions à M. LUGRIN concernant l'existence du français commercial à l'exemple de l'anglais, les codes linguistiques et non-linguistiques, les compétences socioculturelles nécessaires pour s'intégrer avec succès dans une entreprise francophone. On a discuté aussi de l'apprentissage passif d'une langue le confrontant à l'apprentissage par échanges.

V. Séance 2 : Atelier interactif : Secteur du tourisme : quelles perspectives pour les francophones ?

Participants : **Ruzanna PAYTYAN**, Ecole du village de Verin Ptghni (Arménie); **Aristotel BITA**, chargé du tourisme à Saranda (Albanie); **Snezhana STOYCHEVA-ENCHEVA**, Lycée professionnel de gestion, administration et services « Atanas Burov », Silistra (Bulgarie); **Julijana JOZIC**, Enseignante, Ecole secondaire d'hôtellerie « Lazar Tanev », Skopje, (ERY de Macédoine); **Dorina IGNATENCO-FULGER**, Lycée professionnel bilingue No 1 de Chisinau (Moldavie); **Florentina GHEORGHE**, Collège Commercial "Carol I^{er}", Constanta (Roumanie)

Animateur : **Louis ARSAC**, Rectorat de l'Académie de Caen, (France)

Le secteur du tourisme regroupe une famille de métiers et en ce sens il est un véritable réservoir d'emplois. L'intégration professionnelle dans le secteur touristique présuppose des compétences linguistiques, communicatives, sociales et culturelles. Vu sa nature, le tourisme est obligé de s'appuyer au plurilinguisme ce qui sans doute favorise l'employabilité des francophones. Pourtant le secteur touristique ne fait pas exception des autres secteurs économiques où la demande linguistique porte essentiellement sur l'anglais. La francophonie se retrouve donc face au défi de découvrir et profiter de divers moyens pour offrir aux jeunes francophones les meilleures opportunités de réalisation professionnelle.

L'objet de cet atelier interactif a été d'explorer les perspectives d'insertion professionnelle des jeunes francophones dans le secteur du tourisme. Afin d'avoir une image globale de la situation actuelle, les participants à l'atelier ont mis l'accent sur trois points essentiels :

- en quoi le tourisme favorise-t-il l'apprentissage du français dans leur pays d'origine ;
- quels sont les difficultés rencontrées dans le cadre de l'enseignement professionnel et respectivement de l'insertion des cadres francophones au marché du travail;
- témoignages de bonnes pratiques au niveau régional ou national favorisant la promotion du français dans le secteur touristique.

Étant donné l'importance du tourisme pour l'économie nationale des pays de la région on est à la recherche constante de mécanismes pour garantir la prospérité du secteur dans les conditions d'une forte concurrence. Pour parvenir à attirer plus de touristes et ce qui est crucial - réussir à répondre à leurs attentes, il faut proposer un produit et des services de qualité ce qui ne pourrait évidemment être réalisé sans qu'on dispose de cadres bien formés. Le principe fondamental de l'économie du marché est de s'emparer de toute opportunité pour connaître l'expansion dans tout secteur économique. Le tourisme n'en fait pas exception et ne peut se permettre de négliger les créneaux potentiels de développement. De ce point de vue susciter l'intérêt des touristes des pays francophones et pouvoir les accueillir en leur offrant des services de qualité donne de riches possibilités pour les francophones à trouver leur réalisation au marché du travail. Le tourisme s'avère donc un facteur motivant qui incite les jeunes à apprendre le français. De plus le secteur touristique englobe un large éventail de métiers qui, combinés avec la maîtrise du français, peuvent être exercés dans chaque pays francophone. Un autre argument pour opter pour la langue française est que la prédominance actuelle de l'anglais a en quelque sorte « saturé » le marché de cadres anglophones et en perspective on pourrait s'attendre à une demande plus forte de personnel parlant d'autres langues, y compris le français. Ce fait accroît les opportunités pour les francophones en termes d'employabilité. Pourtant les intervenants n'ont pas manqué de souligner que pour être vraiment compétitifs dans le secteur touristique les jeunes doivent au moins maîtriser deux langues étrangères où l'anglais est presque omniprésent.

Quoique le tourisme puisse fournir des motifs suffisants pour favoriser l'apprentissage du français, la promotion de la langue française dans le secteur et respectivement l'augmentation des débouchés professionnels pour les jeunes francophones se heurtent à une série de difficultés que les intervenants ont indiquées:

- manque ou nombre insuffisant de professeurs enseignant un français de spécialité ;
- inexistence d'un curriculum au niveau national (les enseignants sont contraints de concevoir eux-mêmes les cours de français spécialisé en tâchant d'y introduire de leur mieux la terminologie spécifique nécessaire)
- inexistence d'un examen national qui évalue les compétences des élèves en français du tourisme ;
- manque de stages pour les professeurs pour apprendre le français de métier ;
- peu de possibilités pour les élèves à suivre des stages dans un milieu francophone ;
- un faible intérêt de la part des élèves et de leurs parents pour le français ;
- faible motivation des élèves à se présenter à des examens internationaux (DALF, DELF).

Afin de remédier à tous ces problèmes les participants à l'atelier ont fourni des solutions possibles issues de leur expérience qui ont servi d'exemple de bonnes pratiques :

- création d'un lycée bilingue qui prépare des jeunes cadres pour travailler dans le tourisme; organisation d'activités francophones en partenariat avec les autorités locales et les différentes associations professionnelles dans le secteur du tourisme ; recrutement de jeunes francophones pour faire la publicité des sites touristiques en français (Saranda, Albanie) ;
- projet d'intervention d'enseignants de français dans les écoles maternelles ; collaboration intense avec l'Alliance française (Roumanie);
- participation au programme européen "Léonardo Mobilité" ; des stages en France dans le cadre du projet « L'expérience de l'Europe touristique – pratiquer pour motiver » et reconnaissance des compétences acquises lors des stages par le certificat Europass Mobilité; coopération avec les entreprises afin de renforcer les perspectives d'emploi pour les jeunes diplômés francophones (lycée « A. Burov », Silistra, Bulgarie)

➤ **Discussion**

Les questions abordées au cours de l'atelier ont donné lieu à un débat animé. La réflexion collective a porté sur plusieurs problèmes à commencer par la motivation des jeunes à trouver leur réalisation professionnelle dans le tourisme à travers la maîtrise du français. On a également discuté le niveau du français relativement faible des cadres francophones dû principalement au fait que le français est considéré comme une seconde langue. L'absence de curricula spécialisés en langue française a été aussi au cœur du débat et les participants au séminaire ont échangé des expériences productives pour résoudre le problème (à l'exemple de la conception de référentiels en médecine en Roumanie).

Pour confirmer la visée pratique de la discussion on a avancé plusieurs propositions pour l'amélioration de la publicité des sites touristiques en français. Les participants ont réfléchi aux stratégies possibles pour attirer plus de touristes francophones via une collaboration plus active entre les compagnies touristiques et les autorités.

On n'a pas manqué de mettre l'accent sur le rôle de l'État dans les efforts de la promotion de la langue française au sein des lycées spécialisés dans le tourisme. Les ministères de l'éducation doivent créer des examens nationaux pour le français de spécialité et s'engager par des mesures politiques concrètes visant à stimuler les jeunes à apprendre le français mais aussi motiver les professeurs francophones des disciplines professionnelles vu le nombre insuffisant de cadres pédagogiques dans le domaine du tourisme.

Vendredi, le 28 octobre

Grande salle de conférences, hôtel Festa, Sofia

I. Séance 3 : Table ronde 2 : Le français : atout pour les études. Programme de mobilité des étudiants (Erasmus, Copernic, Tempus ou autres échanges internationaux).

Participants : **Haikouhie MKRTTCHIAN**, Université d'Etat d'Erevan (Arménie); **Adriana ROSU**, Université de Médecine et Pharmacie, Cluj-Napoca (Roumanie); **Margarita STOEVA**, expert Erasmus, Centre national de développement des ressources humaines (Bulgarie); **Mirian BLLACI**, boursier Copernic 2009-2010 (Albanie), **Avetis GRIGORYAN**, Master 1, échange interuniversitaire entre l'Université d'Etat d'Architecture et de Construction d'Erevan (UEACE) en Arménie et l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon (ENSAL) en France (Arménie), **Sanja KARAKUSHEVA**, boursière BASILEUS à l'Université Nice Sophia Antipolis à Nice (ERY de Macédoine), **Steliana GHIBU**, Faculté de Pharmacie, Université de Médecine et Pharmacie «Iuliu Hațieganu» Cluj-Napoca (Roumanie); **Teodora VLATCHKOVA**, Institut diplomatique, Ministère des affaires étrangères (Bulgarie)

Animatrice : **Albena VASSILEVA**, Université de Sofia (Bulgarie)

Au cours de cette séance du séminaire on a mis l'accent sur l'importance des échanges internationaux pour l'insertion professionnelle des jeunes francophones. La table ronde avait pour objectif de faire un état des lieux de la mobilité des étudiants de la région d'Europe centrale et orientale à travers les interventions des participants portant sur le mécanisme de fonctionnement de quelques programmes comme Erasmus, Copernic et Basileus. On a apporté des témoignages et expertises variés afin de démontrer l'impact des programmes de mobilité sur la qualité de la formation et les perspectives de carrière professionnelle de leurs bénéficiaires.

Le programme Erasmus est largement présent dans la plupart des pays de la région. A l'échelle européenne il réunit 27 pays. Programme de grande ampleur, son but est d'atteindre 2,5 millions de mobilités d'étudiants jusqu'en 2013. Parmi ses priorités on doit citer:

- améliorer la qualité et le taux des mobilités des étudiants et des enseignants universitaires en Europe ;
- contribuer à l'intensification de la coopération entre le monde des affaires et le monde universitaire ;
- encourager le développement de pratiques innovantes de formation universitaire et leur transfert d'un pays à l'autre;

Le programme jouit d'un grand intérêt de la part des bénéficiaires potentiels même dans les cas où la participation au programme n'est pas accompagnée de bourses. D'après les données statistiques le nombre des « zero grant students » a augmenté considérablement. Les données chiffrées démontrent aussi un grand intérêt pour et vers les pays francophones mais on se heurte à certains obstacles come par exemple l'absence de filières francophones dans plusieurs pays.

Le programme Copernic est destiné aux meilleurs étudiants francophones dont la formation est liée principalement aux domaines des technologies, du génie, de l'économie, du droit etc. Les atouts du programme sont mieux illustrés par ses deux aspects: formation de qualité et possibilité de stages dans des entreprises du secteur respectif. Les entreprises participent à la sélection des candidats et offrent des stages d'une durée maximale de 9 mois.

Parmi les nombreux avantages du programme Copernic il faut mettre l'accent sur l'acquisition de compétences et savoir-faire dans un milieu francophone, les perspectives d'emploi à travers le volet à visée pratique (les stages) et bien sûr un enrichissement au niveau communicatif et culturel.

Pourtant le programme n'est pas privé de quelques faiblesses comme: un coût considérable (15 000 euros – on doit compter sur les bourses et sur l'aide financière de différents organismes), une concentration du programme dans des pays plus grands (la Pologne, la Russie) et peu de candidats des autres pays de l'Europe centrale et orientale, un système de stages reposant sur les réalités du marché d'où le taux d'embauche des stagiaires a considérablement diminué vu la crise économique actuelle.

Le programme Basileus, financé par la Commission européenne, s'adresse aux meilleurs étudiants en lettres ayant participé avec succès à des concours et séminaires et qui désirent perfectionner leurs compétences linguistiques et faire des recherches dans ce domaine. Huit universités de l'Union européenne ont signé des contrats avec douze universités des pays de Balkans pour que les étudiants de ces universités puissent passer un ou deux semestres en tant qu'étudiants en échange dans un autre pays. A croire le témoignage des boursiers dans les pays francophones, les atouts du programme sont importants surtout pour ce qui est de la maîtrise de la langue ce qui permet aux étudiants bénéficiaires d'avoir une idée plus claire sur leurs projets de carrière professionnelle et être plus concurrentiels sur le marché du travail dans leur pays. Malheureusement cette année le programme n'est pas choisi pour financement de la part de la Commission européenne.

A part les éclaircissements utiles sur les programmes de mobilité et les témoignages personnels, les participants à la table ronde ont partagé l'expérience positive de leurs établissements universitaires. L'expérience de l'Université de Médecine et Pharmacie, Cluj-Napoca (Roumanie) a impressionné par la richesse des échanges internationaux effectués, la collaboration active avec des universités francophones et l'AUF, le programme de bourses « Eugen Ionescu », la rédaction de référentiels en langue française par les bénéficiaires de bourses de formation et de recherche etc.

➤ **Discussion**

Les débats à la fin de cette table ronde se sont concentrés sur quelques points fondamentaux :

- les possibilités d'accès aux programmes de mobilité, les paramètres financiers, l'engagement des différentes institutions, le besoin d'un esprit d'initiative de la part des universités et des étudiants;
- les atouts des programmes de mobilité non seulement au niveau de la maîtrise de la langue française et des acquis professionnels mais aussi sur le plan socioculturel et personnel ;
- les difficultés rencontrées par les étudiants qui désirent profiter des programmes : les procédures administratives compliquées pour les pays de la région qui ne font pas partie de l'UE, la recherche de stages par les étudiants eux-mêmes (le programme Copernic), les difficultés se rapportant au coût et au co-financement des formations et des stages etc.

En guise de conclusion les participants à cette réflexion collective ont reconnu l'importance des programmes de mobilité qui offrent à leurs bénéficiaires un choix plus riche de débouchés professionnels.

II. Séance 4 : Atelier interactif : Le français - langue de l'Europe : quels débouchés ?

Animatrices : **Mirjana ALEKSOSKA-CHKATROSKA** (Université « Sts. Cyrille et Méthode », ERY de Macédoine), **Mirela KUMBARO** (Université de Tirana, Albanie), **Vessela GUENOVA**, Directrice du Département d'Etudes romanes (Université de Sofia, Bulgarie), **Ludmila ZBANT**, Doyenne, Faculté Langues et Littératures étrangères (Université d'Etat de Moldova)

L'atelier a eu comme point de départ la présentation des formations en traductologie et interprétation dans la région. Les participantes ont fourni une information détaillée sur l'organisation et la structure de cette formation au sein de leurs universités d'origine en s'arrêtant plus particulièrement à la place de la langue française dans les curricula professionnalisants proposés. Évidemment le métier de traducteur-interprète est soumis aussi aux impératifs d'un marché de travail fort concurrentiel et pour cette raison la maîtrise d'une seule langue étrangère ne permet pas à s'attendre à une réalisation professionnelle réussie. Dans cette optique les formations universitaires en TI incluent le plus souvent deux langues de travail. D'après les exposés des intervenantes on peut constater un intérêt croissant pour le français de la part des étudiants qui le combinent généralement avec l'anglais. Afin de répondre aux besoins du marché les universités ont créé plusieurs types de Masters TI spécialisés : interprétation consécutive, de conférence, de liaison, littéraire, juridique etc.

Les participantes ont mis l'accent aussi sur les différents mécanismes mis en œuvre pour susciter l'intérêt des étudiants et leur offrir une formation de qualité et par conséquent plus de possibilités d'insertion professionnelle : participation aux programmes de mobilité et collaboration active avec des universités de pays francophones, organisation de visites pédagogiques de professeurs francophones, de multiples initiatives en coopération avec les structures locales de l'Institut français et l'Alliance française, des cours organisés en commun avec la Commission européenne etc.

On a abordé aussi la question de la place des nouvelles technologies dans l'exercice du métier de traducteur-interprète. Le bref aperçu historique des supports utilisés a constaté la complication technique de la traduction et les nouvelles tâches assignées aux traducteurs (par exemple ils doivent être aussi formateurs de textes). Les nouvelles technologies donc sont nécessaires dans les formations TI et il faut obligatoirement les intégrer dans les curricula.

Répondant à la visée pratique de cet atelier interactif les intervenantes ont présenté les atouts du métier du traducteur-interprète et les opportunités qu'il offre pour la réalisation professionnelle. L'évolution du marché ainsi que nombre de facteurs socio-économiques et politiques conditionnent une demande croissante d'interprètes et de traducteurs. On a donné en exemple l'essor des bureaux de traduction en raison de la forte émigration qu'ont connue les pays de la région et le volume considérable de documents à traduire. Les titulaires de diplômes en TI peuvent aussi trouver leur réalisation professionnelle dans le secteur privé, les médias, les organisations gouvernementales ou non gouvernementales et au niveau international - dans diverses structures et institutions européennes et mondiales.

En parlant des débouchés possibles il ne faut cependant perdre de vue que la profession du traducteur-interprète exige un niveau linguistique très élevé et constamment performé pour qu'on puisse connaître une meilleure réalisation professionnelle ou autrement dit il faut compter sur la qualité pour profiter des débouchés les plus désirés.

Evidemment en théorie les traducteurs-interprètes ont un riche choix de carrière professionnelle mais les réalités socio-économiques dans certains pays de la région ne sont pas assez favorables pour l'employabilité des traducteurs-interprètes de et en langue française. Des difficultés considérables dans ce domaine existent en Moldavie et Macédoine. Les participantes de ces pays ont témoigné du nombre restreint ou presque absent de postes vacants pour des traducteurs-interprètes en français tant au secteur public qu'au secteur privé. Cela est dû à la faible présence d'entreprises francophones dans ces deux pays. Au niveau

local on peut travailler dans des agences de traduction ou exercer le métier comme profession libre mais la rémunération est loin d'être motivante.

Par contre d'autres pays de la région, comme la Bulgarie, ne connaissent pas de problèmes aussi importants. Les formations en TI jouissent d'un grand intérêt de la part des étudiants francophones et les jeunes diplômés sont très bien placés au marché du travail.

➤ Discussion

Etant donné que la profession du traducteur-interprète est un des débouchés majeurs des études en lettres françaises la discussion qui a suivi cette séance du séminaire a entraîné la participation active du public. En premier lieu la Bulgarie a été félicitée pour la création des lycées bilingues qui datent de plus de 60 ans ce qui a établi une véritable tradition d'enseignement du français dans le pays et produit inmanquablement des effets positifs sur les compétences linguistiques des étudiants en lettres françaises. En abordant la question du niveau du français des étudiants on a quand même souligné que dans un cadre général le niveau avait baissé.

On a porté une attention particulière sur les hautes exigences en termes de compétences linguistiques que la profession présuppose. Les participants ont discuté de la motivation des jeunes francophones dans le contexte du facteur qualité fort présent, caractérisant la profession. Au cours du débat on est tombé d'accord qu'il valait la peine de faire des efforts pour répondre aux exigences de qualité car la profession de traducteur-interprète offre beaucoup de possibilités de travail et en plus se distingue par une rémunération assez élevée par rapport aux professions liées à d'autres disciplines linguistiques.

Pour finir sur une note positive on a noté que la profession possédait des débouchés pour ainsi dire « globalisants » car grâce aux technologies de communication contemporaines elle pouvait être pratiquée de chaque coin du monde.

III. Séance 5 : Table ronde : Stages et Insertion professionnelle des jeunes.

Présentation du Projet : « Appui à l'insertion professionnelle », bourses de stages professionnels » : **Daniela ROȘCA**, Université de Craiova (Roumanie) ; **Iona SEYKOVA**, Université de technologie chimique et métallurgie de Sofia (Bulgarie).

Participants : **Anna STEPANYAN**, Diplôme du Master 2, Arts, Lettres, Langues (Arménie); **Vanco POPOV**, Promoteur Economique (ERY de Macédoine); **Emilia SCLIFOS**, employée de la société française Pentalog à Chisinau (République de Moldova); **Emanuela SVILAROVA**, Enseignante de FLE (français langue étrangère) à l'Université de Sofia « St. Kliment Okhridski » (Bulgarie); **Stefan-Alexandru GHITA**, Master 2, Université Technique de Constructions Bucarest (Roumanie)

Animateur: **Petko STAYNOV**, Directeur délégué à la politique scientifique, Agence universitaire de la Francophonie, Bureau Europe centrale et Orientale

Le focus de cette table ronde a été d'insister sur les atouts des stages professionnels en milieu francophone à travers la présentation des activités de l'Agence universitaire de la Francophonie, le projet « Appui à l'insertion professionnelle » et les témoignages d'expériences positives d'anciens et actuels boursiers de l'AUF.

Les mobilités de stage professionnel sont réservées aux étudiants des filières francophones soutenues par l'AUF en Europe centrale et orientale. Elles visent le renforcement des compétences utiles des boursiers en vue d'une meilleure insertion au marché du travail. Parmi les critères de sélection des candidats on peut citer les objectifs professionnels recherchés par ce-dernier, la cohérence du stage avec la formation qu'il suit ainsi que la qualité et la

dimension francophone du projet du stage. Il faut noter que les stages effectués sont liés principalement à des disciplines comme: informatique et sciences de l'information, médecine, architecture, génie, sciences naturelles, droit, éducation etc. Le taux des stages portant par exemple sur l'environnement, la psychologie et les langues ne constitue qu'un pour cent. On constate donc que le choix du domaine d'études est bien déterminé par les réalités économiques actuelles.

Ensuite les représentantes de l'Université de Craiova (Roumanie) et de l'Université de technologie chimique et métallurgie de Sofia (Bulgarie) ont présenté en détails la nature et les objectifs du projet "Appui à l'insertion professionnelle". Le projet est fondé sur la demande des universités membres et les instances régionales du BECO d'une restructuration des formations en vue de répondre aux besoins de la société et aux exigences du marché de l'emploi.

Une grande partie de la séance a été consacrée aux témoignages des boursiers de l'AUF - anciens et actuels, ayant pour objet de présenter l'importance des stages professionnels pour leur carrière. Les interventions des participants ont démontré de manière convaincante les atouts des stages qu'on pourrait résumer en quelques points essentiels :

- acquisition de compétences et de savoir-faire dans le domaine professionnel choisi ;
- performance des compétences en langue française suite à la possibilité de se retrouver dans un milieu francophone (l'accent est mis sur les compétences en matière du français spécialisé qui sont obligatoires pour l'insertion professionnelle) ;
- opportunité d'être recruté par l'entreprise qui accueille le stagiaire ;
- atouts sur le plan personnel: avoir une vision plus claire sur ses projets de développement professionnel, apprendre à être autonome, créatif, concurrentiel
- d'importants acquis socioculturels: changement de mentalité, contact avec une culture différente.

➤ **Discussion**

Vu sa thématique, cette table ronde a suscité un grand intérêt de la part du public, composé des autres participants du séminaire et d'étudiants de l'IFAG – Sofia. Il y a eu plusieurs questions concernant les critères de sélection des candidats-boursiers, les procédures administratives à accomplir, les démarches nécessaires pour trouver le stage désiré. On a demandé l'avis des employeurs dont les représentants avaient pris part aux séances précédentes du séminaire. De leur côté ils ont confirmé le rôle positif des stages qui offrent l'occasion de recruter de jeunes cadres bien motivés.

Parlant de motivation on a réfléchi sur les différents arguments à fournir aux étudiants pour qu'ils soient plus actifs dans la recherche de débouchés professionnels et puissent faire valoir leurs capacités. Les initiatives dans ce domaine de l'IFAG – Sofia ont servi d'un exemple éloquent de bonnes pratiques. L'institut organise des rencontres régulières de ses étudiants avec des chefs d'entreprises francophones afin de dresser un tableau actuel de la demande au marché du travail et de faciliter le contact entre employeurs et jeunes spécialistes.

La discussion a porté aussi sur le rôle des anciens boursiers qui doivent par leur exemple positif et leur riche expérience professionnelle favoriser la carrière des étudiants nouveaux.

IV. Conférence de clôture, Louis ARSAC, Rectorat de l'Académie de Caen, France, « La loi du marché : de la dimension professionnalisante du français comme levier de la francophonie ».

La conférence de M. ARSAC a proposé un aperçu historique de l'idéologie de la belle langue, opposant le français au technicisme anglo-saxon en présentant les conceptions des

déclinologues de 1967 jusqu'à nos jours. Ce contexte a permis l'observation de l'évolution de l'idée qu'on se fait de la francophonie. L'idéologie de la belle langue, porteuse de valeurs culturelles, marquée plus ou moins d'une empreinte élitaine n'est plus en mesure de garantir le rayonnement de la francophonie. Cette dernière est bien obligée d'accepter le plurilinguisme et de suivre les lois du marché sans compter uniquement aux leviers institutionnels. Autrement dit, comme le titre de la conférence le confirme – c'est la dimension professionnalisante du français qui doit être considérée comme levier de la francophonie. La promotion du français dans la sphère de l'emploi conduit logiquement au besoin urgent de créer un Français Langue Professionnelle se soumettant aux rapports indissociables au sein du « triangle magique » : métiers, formation, langue. Il faut que la formation soit adaptée à un territoire. Introduire le français dans les formations et par conséquent réussir à lui conférer le statut d'une langue favorisant l'insertion professionnelle, demande une recherche scrupuleuse pour identifier les formations où le français s'impose à la fois de nature et de culture. C'est ici qu'on pourrait découvrir la nouvelle mission de la francophonie institutionnelle – soutenir les pays francophones à trouver les moyens pour répondre aux besoins des entreprises (via appui institutionnel, ingénierie de formation, formation des formateurs, formations directes etc.)

➤ **Discussion**

La conférence de M. ARSAC a donné l'occasion aux participants du séminaire de réfléchir sur les problèmes abordés d'un point de vue philosophique. On a discuté sur les perspectives de développement de la langue française à court et à long terme en partant des prédictions des déclinologues. La question de la place du français dans le contexte du plurilinguisme professionnel a conduit à un débat sur le « globish français ». La francophonie institutionnelle a été aussi au cœur de la réflexion collective. On a souligné le rôle de l'OIF dans la formation des fonctionnaires francophones.

V. Synthèse des travaux. Clôture du séminaire

Les animateurs des séances du séminaire ont fait la synthèse du travail lors des ateliers et des tables rondes. Ils ont partagé l'opinion que cette rencontre entre professeurs, représentants d'entreprises et étudiants francophones avait été très productive car on avait réussi à identifier les atouts du français pour l'employabilité des jeunes francophones ainsi que les difficultés qu'il fallait surmonter pour donner à la langue française une dimension professionnalisante. Les interventions des participants et les réflexions collectives ont permis un regard plus complexe sur la problématique discutée et ont proposé des pistes concrètes pour arriver à l'objectif général - une meilleure articulation entre l'enseignement du et en français et les débouchés professionnels.